

Le « premier ministre » rwandais à Paris

Le « premier ministre désigné » du Rwanda, Faustin Twagiramungu, était en visite à Paris, jeudi, où il a été reçu par le ministère français des affaires étrangères. Selon la déclaration officielle faite à l'issue de la réunion, Français et Rwandais « partagent une large convergence d'analyse » de la situation actuelle au Rwanda.

F. Twagiramungu a insisté sur la validité des accords d'Arusha (Tanzanie) d'août 1993 qui organisaient, un partage du pouvoir et la mise en place d'un gouvernement de transition à base élargie. Ce gouvernement, qui devait comprendre des membres du Front patriotique rwandais, n'a jamais vu le jour en raison de la reprise de la guerre civile après la mort des présidents rwandais et burundais, le 6 avril dernier. La France a rappelé qu'il ne

pouvait y avoir de solution militaire au Rwanda et plaidé pour un retour rapide des parties à la table de négociations « en vue de la réconciliation entre les Rwandais ».

À Kigali, les combats ont continué dans la nuit de jeudi à vendredi et se poursuivaient de manière sporadique dans la matinée, notamment autour de l'aéroport, où les Nations Unies ont renoncé à faire atterrir un de leurs avions. Au moins 30 patients ont été tués jeudi lors du bombardement du centre hospitalier de Kigali.

Les Nations Unies préparent malgré ces combats l'arrivée de leurs renforts. Le Ghana a confirmé qu'il enverrait les quelque 500 hommes devant compléter son bataillon présent à Kigali, qui comptera 800 soldats.



Meurtres sous pavillon français

INTERVIEW

Jean-François Bayart
Chercheur au Ceri, directeur de la collection « Les Afriques » aux Éditions Karthala

Que vous inspire le rôle de la France au Rwanda ?

Jean-François Bayart : Il faut tirer la leçon de ce qui est un échec politique massif, parfaitement prévisible et, ajouterai-je, parfaitement prévu par certains dès 1990. Au Rwanda, des responsabilités politiques ont été engagées au plus haut niveau et la moindre des choses dans une démocratie serait que les responsables politiques et administratifs qui ont assumé ces décisions reconnaissent l'échec de leur politique et en tirent les conséquences vis-à-vis des citoyens français.

Dans cette affaire, l'honneur de la diplomatie française et plus spécialement de l'armée est directement concerné. Dès octobre 1990, il était évident qu'il n'était pas de l'intérêt de la France de s'impliquer dans ce conflit extraordinairement complexe. Mais à partir du moment où la France intervenait militairement en octobre 1990, il convenait de s'assurer que son intervention ne constituerait pas une protection offerte sans aucune contrepartie à un régime autoritaire, à bout de souffle, contesté à cette époque par l'opposition hutu.

Pendant tout l'été 1990, le président Habyarimana avait été confronté à une contestation démocratique à laquelle il avait répondu par des moyens parfaitement coercitifs. À partir du moment où nous intervenions, il fallait obtenir le départ du président Habyarimana, ou

tout au moins obtenir que la faction des durs de son entourage se retire du jeu politique afin de ne pas être en mesure d'enclencher le cycle des exactions. La France n'a pas voulu ou n'a pas pu obtenir ces garanties politiques de l'équipe que, de facto, son armée protégeait. Le mécanisme de la déflagration générale à laquelle nous avons assisté au Rwanda a été amorcé sous le couvert du drapeau français.

- L'Élysée affirme avoir joué la carte de la stabilisa-

échange ? Nous n'avons même pas obtenu au bout de trois ans la destruction en bonne et due forme des cartes d'identité ethniques et des archives municipales qui indiquaient l'origine des différents ressortissants rwandais et qui ont été utilisées en avril 1994 par la garde présidentielle et les milices du régime pour commettre ces massacres. De quelle stabilité parle-t-on quand la première mission humanitaire de l'armée française en direction du Rwanda a consisté à évacuer les

aussi au Kenya, au Zaïre, au Cameroun et au Togo.

- C'est clairement la politique africaine de François Mitterrand que vous remettez en cause ?

- La quasi-totalité des professionnels qui travaillent sur l'Afrique savent que la ligne politique de la France depuis les indépendances des pays africains est devenue obsolète et qu'un aggiornamento est indispensable. Mais l'appareil politique français sclérosé a été incapable d'assimiler les rapports et les analyses faites par les experts. Le président de la République, dont les questions africaines sont le domaine réservé, a montré qu'il avait gardé en tête l'image de l'Afrique du début des années 50, lorsque, avec René Pleven, il a dessiné les grandes lignes de la politique de coopération entre la France et un continent en voie d'émancipation progressive.

- Il y a eu pourtant le sommet de La Baule ?

- F. Mitterrand a prononcé le discours de La Baule du bout des lèvres. Discours que, par ailleurs, il n'assumera jamais. Quoi qu'il en soit, c'est aujourd'hui le processus de restauration autoritaire qui est couvert politiquement par l'Élysée : la France, sans concertation avec la Belgique et les États-Unis, réintroduit le maréchal Mobutu dans le jeu politique régional en envoyant au Zaïre une délégation - composée de Jacques Foccard et de Michel Aurillac -, un an après l'assassinat de notre ambassadeur par la garde présidentielle de ce même maréchal, pour le prier d'étendre son ombre protectrice et pacificatrice sur la région des Grands Lacs.

Recueilli par
A. R.

COMMENTAIRE

Silences

Le silence appuyé des responsables français depuis le début des massacres au Rwanda, du côté de l'Élysée comme du côté du gouvernement, les pressions diverses exercées sur la presse, les menaces proférées par la famille du président Habyarimana, complaisamment accueillie en France, à l'encontre des réfugiés rwandais de l'opposition sur le sol français, créent autour de « l'affaire » rwandaise un climat particulièrement malsain dans l'Hexagone.

Le rôle de la France au Rwanda établit par divers rapports et témoignages dignes de foi reste une énigme du point de vue de la logique politique. Faut-il croire à certaines raisons subjectives telles que les liens amicaux qu'entretenait Jean-Christophe Mitterrand, alors directeur de la cellule africaine de l'Élysée, avec le fils du président Habyarimana ? Ou privilégier la thèse de la lutte contre l'anglophonie ?

Aucune de ces raisons pourtant avancées sérieusement par de nombreux spécialistes ne peut justifier l'ampleur de l'échec de notre action au

Rwanda et les 200 000 morts, peut-être plus, des massacres commis depuis le 6 avril dernier.

Seule une explication des responsables de la politique africaine de la France, réclamée à cor et à cri par tous - à l'exception notable de la classe politique -, permettrait une « clarification et non une « simplification », pour reprendre les termes d'un membre de Médecins du monde de retour de l'enfer du Rwanda. À cette fin, la France, devrait faire aussi la lumière sur les éléments que, jusque-là, elle garde secrets : débris de l'avion et boîte noire, qui permettraient de déterminer l'origine du missile qui a frappé l'avion du président Habyarimana.

Pour André Guichaoua, de l'université de Lille, spécialiste du Rwanda, « la responsabilité la plus éminente de la France ne tient pas tant au soutien militaire, mais à son incapacité d'utiliser ses trois années de présence pour faire vraiment avancer des perspectives politiques saines ou assainies au Rwanda ». Agnès ROTIVEL

REPÈRES

Les principales dates de la guerre

OCTOBRE 1990 1 500 rebelles tutsi du Front Patriotique rwandais (FPR) venus de l'Ouganda où ils étaient réfugiés, passent la frontière avec le Rwanda marquant le début de la guerre civile au pays des « Mille collines ».

4 AOÛT 1993 Les accords d'Arusha (Tanzanie) sont signés entre le gouvernement rwandais et le FPR. Ils prévoient la mise en place d'un gouvernement transitoire et le déploiement d'une force internationale, la Mission des Nations Unies au Rwanda (Minuar).

6 AVRIL 1994 Les présidents rwandais et burundais, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira périssent dans un attentat. Leur Mystère-Falcon 50 piloté par trois militaires français est touché par un missile. Un gouvernement intérimaire est mis en place à Kigali.

7 AVRIL 1994 La garde présidentielle et les milices se déploient dans la ville et assassinent des milliers de tutsi et de d'opposants hutu. Le premier ministre Agathe Uwilingiyimana, favorable au partage du pouvoir avec les Tutsi est assassinée chez elle ainsi que les dix Casques bleus belges qui assuraient sa sécurité.

9 AVRIL 1994 Le rapatriement des ressortissants est effectué par les parachutistes français et belges. La France assure aussi le retour de Mme Habyarimana, de ses enfants et de ses proches. Une aide budgétaire exceptionnelle de 200 000 F est débloquée par la France à cet effet.

12 AVRIL 1994 Les forces du FPR pénètrent dans la capitale rwandaise.

21 AVRIL 1994 Le Conseil de sécurité de l'ONU réduit de 2 700 à 270 le nombre des Casques bleus au Rwanda.

24 AVRIL 1994 Le FPR annonce un cessez-le-feu unilatéral à Kigali mais les combats reprennent le 26 avril.

17 MAI 1994 Le Conseil de sécurité de l'ONU décide l'envoi d'une force de 5 500 soldats casques bleus au Rwanda et décrète un embargo sur les armes. Le CICR estime que plus de 200 000 personnes ont péri depuis le début des massacres.